

Un budget 2016 « trop optimiste »

Albéric de Montgolfier (LR), rapporteur de la commission des finances, au Sénat, a présenté son rapport sur la loi de finances pour 2016. Le sénateur eurélien estime que la feuille de route sera difficile à tenir.

Sébastien Couratin

sebastien.couratin@centrefrance.com

Le Gouvernement table, en 2016, sur un budget de 318 milliards d'euros, avec une prévision de croissance de +1,5 % et un recul du déficit public de 3,8 à 3,3 % du PIB.

Albéric de Montgolfier (LR), président du Conseil départemental, sénateur et rapporteur de la commission des finances, ne partage ni ce diagnostic économique, ni la prescription proposée par l'exécutif pour remettre le pays sur pied.

C'est ce que révèle le rapport sur le projet de loi de finances pour l'année 2016, qu'il a présenté mercredi au Sénat : « 1,5 % de croissance, c'est vraiment l'hypothèse haute ».

« La dépense publique augmente »

Pour justifier cette inquiétude, le parlementaire eurélien puise dans une conjoncture économique



PARLEMENTAIRE. Albéric de Montgolfier à la commission des finances du Sénat, dont il est le rapporteur. PHOTO D'ARCHIVES

morose : « le ralentissement de l'économie chinoise et américaine, le recul de la consommation en France, avec 0 % de croissance au troisième

trimestre 2015 ». Albéric de Montgolfier évoque également la question de la dette grecque. Si celle-ci est partiellement annulée, sans que l'État français ait

recouvré les sommes injectés dans le prêt bilatéral à la Grèce, le déficit public augmentera, selon lui, de « 0,2 point de PIB ».

Face à ces motifs d'inquiétude, le sénateur eurélien estime que les mesures d'austérité proposées par le Gouvernement ne font pas le compte : « Le programme de 50 milliards d'économies en trois ans reste invariable, alors que la dette et la dépense publiques augmentent ».

À ces dépenses s'ajoutent, explique-t-il, d'autres crédits à débloquer, sur lesquelles le Gouvernement s'est engagé :

« 2 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2020, pour le climat, et encore 9 milliards, jusqu'en 2019, pour répondre à la menace terroriste. Alors, je ne dis pas que cet objectif est inatteignable, mais qu'il me paraît très difficile à atteindre et très optimiste ».

■ Travailler plus et partir plus tard

Le président du Conseil départemental a quelques idées pour assainir les finances publiques, en abaissant certains leviers de dépenses : « En augmentant de 1 % le temps de travail des fonctionnaires, on réaliserait 700 millions d'économies. Ça fait réfléchir ». Localement, l'élu veut donner l'exemple : « Au Conseil départemental d'Eure-et-Loir, nous mettons en place un chantier d'augmentation du temps de travail ». Autre proposition : augmenter l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires. « Les régimes spéciaux nous coûtent 9 milliards d'euros par an. Ça représente 10 % des recettes de l'impôt sur le revenu. C'est énorme ».

■ REPÈRES

Estimations. Le Gouvernement n'est pas considéré comme l'observateur le plus impartial pour mesurer la prévision de croissance du pays : + 1,5 % en 2016. Mais c'est bien le plus optimiste, davantage que le FMI (+ 1,2 %), l'OCDE (+ 1 %), la commission européenne (+ 1,1 %) et les agences de notation (+ 1 % en moyenne).